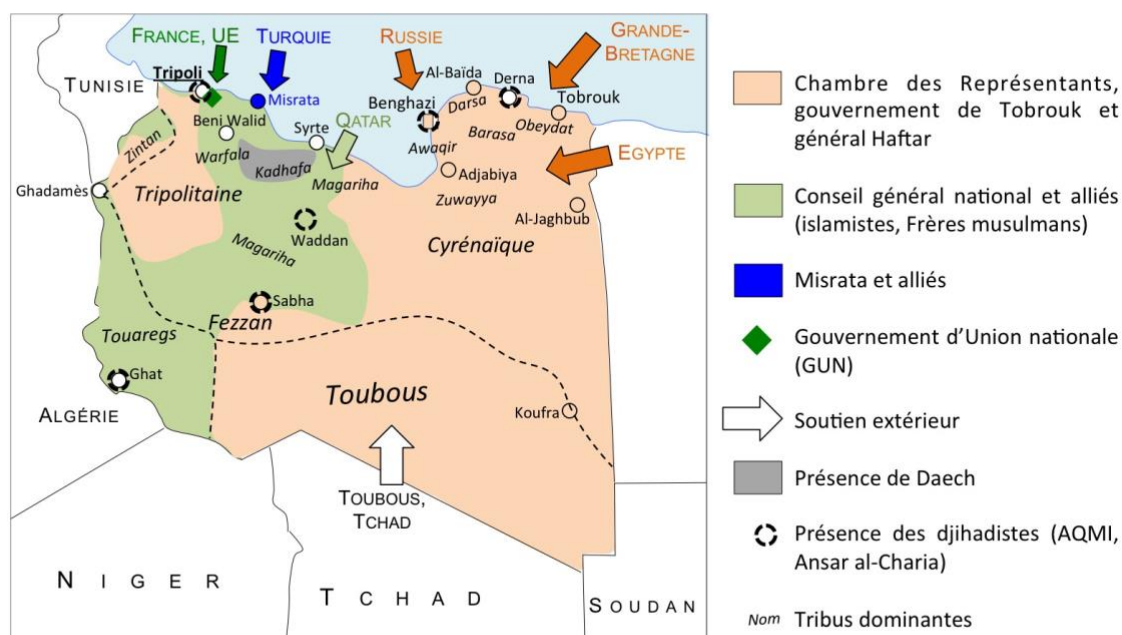


Communiqué : De la mort du général Haftar ? (13/4/18)

Olivier Hanne

Le général Haftar et les forces extérieures en Libye (fin 2017)



Un homme fort, mais contesté

Ex-kadhafiste et chef des forces de l'est de la Libye, le général Haftar serait mort le 13 avril 2018 à Paris, où il venait d'être hospitalisé (*l'information n'a pas été confirmée officiellement, voir en bas de l'article*). Ancien officier du colonel Kadhafi, écarté par le dictateur après son échec militaire contre l'armée française au Tchad en 1987, l'homme avait acquis progressivement une position majeure dans l'est de la Libye post-Kadhafi en menant l'opération Dignité en mai 2014 contre les milices islamistes de l'ouest du pays. Même s'il ne fut pas toujours soutenu par le gouvernement de Tripoli, il incarna une alternative

nationaliste et militairement crédible face au chaos islamiste et à la partition tribale.

L'homme connut des revers qui auraient pu l'abattre. Ses opérations contre la poche djihadiste de Syrte échouèrent et ce sont les milices de Misrata qui reprirent la cité à Daech. Ses méthodes brutales qui touchaient aussi bien les révolutionnaires que les islamistes ou les tribus trop autonomes lui valurent les foudres de l'Union européenne et de l'ONU. En revanche, en 2016, son action militaire permit de libérer Benghazi de toute présence djihadiste, et en 2017 il avait accéléré la reprise du sud et même de l'ouest du pays, sans toutefois achever la réunification nationale.

Ses compétences militaires se doublaient de capacités politiques et diplomatiques certaines, même s'il ne pouvait fédérer dans sa personne seule l'idée d'une réunification du pays. En 2017, il avait noué des accords avec le Gouvernement d'Union nationale (le GUN), régime politique créé de façon artificielle par l'ONU et sans représentativité locale. Cet accord donnait au général un début de légitimité internationale et au GUN un relais politique et militaire essentiel dans le pays.

Si l'Union européenne s'obstina jusqu'au bout à ne pas considérer Haftar comme un partenaire légitime, le général sut se rendre indispensable à l'international en nouant des partenariats avec la Russie de Vladimir Poutine, l'Égypte d'Al-Sissi, et même la Grande-Bretagne. Sans lui être hostiles, les États-Unis étaient indécis à son égard, laissant leurs proxys interagir avec lui (Londres, Le Caire).

Face aux succès du général se dressaient de nombreux obstacles : les islamistes dans l'ouest, soutenus par le Qatar ; les milices tribales de Misrata, appuyées par la Turquie ; les Toubous dans le grand sud, prêts à une sorte de sécession et à un rapprochement avec les Toubous du Tchad ; les djihadistes de Daech, vaincus à Syrte, mais omniprésents dans l'arrière-pays et le sud ; les velléités d'intervention égyptienne en Cyrénaïque ; la frontière tunisienne, véritable passoire pour les trafics et les djihadistes.

S'il travaillait pour ses propres intérêts et ceux de la Cyrénaïque, Haftar ne négligeait pas l'hypothèse d'une réunification de la Libye, quitte à

passer par un accord avec les tribus, voire par le fils de Kadhafi, Saïf al-Islam. Mais jamais le GUN, l'ONU et l'UE n'auraient accepté une solution politique aussi scandaleuse, Saïf al-Islam étant sous mandat d'arrêt international.

La fin du général Haftar (mort ou très malade) entraîne plusieurs conséquences :

- C'est une perte d'influence en Libye pour la Russie, la Grande-Bretagne, l'Égypte, pays qui vont probablement vouloir intervenir soit directement sur le terrain (particulièrement l'Égypte), soit à travers un nouvel homme fort, afin de ne pas voir leurs positions contestées.

- C'est la confirmation de l'incertitude pour les États-Unis, réduits à des frappes et à l'action des forces spéciales, sans objectifs politiques.

- Cela oblige le GUN, et donc la communauté internationale, à négocier avec un nouveau leader, lequel n'existe pas encore. Si Saïf al-Islam est écarté, il va falloir trouver un individu qui ait une influence sur certaines tribus, des compétences militaires et des qualités politiques (qui manquaient en partie à Haftar). On peut imaginer que les Occidentaux se tournent vers Mohammad al-Senussi, le rejeton de l'ancienne monarchie d'Idriss al-Senussi, qui fut renversé par le colonel Kadhafi en 1969. Mais l'homme n'a de réseaux constitués qu'auprès de la bourgeoisie urbaine, ce qui est insuffisant pour tenir le terrain.

- Fragilisé, le gouvernement de Tobrouk risque de perdre le contrôle de certaines villes, de voir revenir les djihadistes dans les quartiers périphériques, et de laisser les Toubous prendre leur autonomie, ce qui pourrait favoriser le président du Tchad, Idriss Deby, lui-même allié des Toubous.

Bilan

Que le général soit très malade ou décédé est un mauvais signal, car sa mise "hors jeu" arrive au moment où la situation en Libye était en cours de stabilisation au profit de l'est du pays.

Les acteurs locaux et internationaux vont devoir rapidement profiter de l'espace vide et intervenir pour occuper les positions tenues par Haftar.

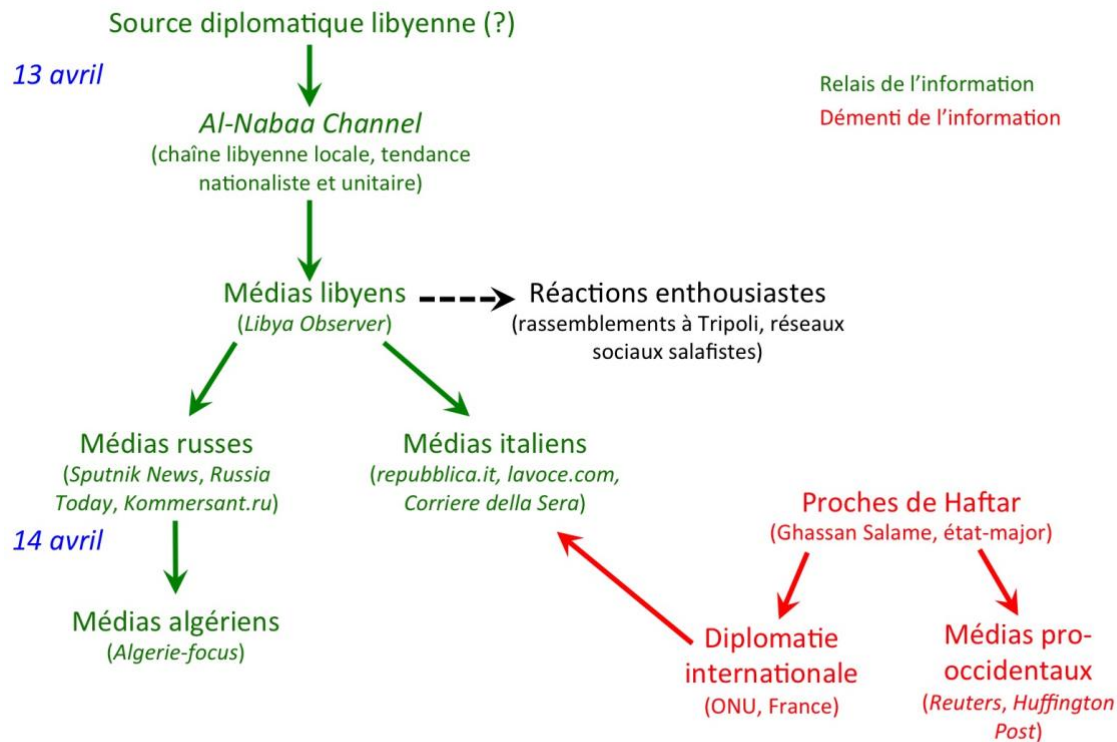
La Libye va donc replonger pendant de longs mois dans une nouvelle phase d'instabilité, entretenue par les acteurs extérieurs...

Quant à France, ses hésitations en Libye (soutien militaire à Hatfar mais refus de tout compromis politique avec lui) lui valent d'être écartée du processus de résolution du conflit.

Rumeur ou information ?

Le parcours de la nouvelle (*sic*) de la mort du général est instructif : le 13 avril, une source diplomatique libyenne en informe une chaîne privée locale, partisane de la réunification libyenne sous le drapeau nationaliste ; puis les médias proches du gouvernement de Cyrénaïque s'en emparent, médias russes d'abord puis italiens. Le 14 avril au matin, des proches du général allument des contre-feux auprès de la diplomatie internationale et des médias occidentaux.

La nouvelle trouve son origine dans le camp même d'Haftar, chez les nationalistes et les ex-kadhafistes (même si à Tripoli des manifestations enthousiastes ont eu lieu). Son affaiblissement physique dû à son hospitalisation à Paris les a probablement incités à chercher des nouvelles de leur leader : soit ils ont inventé sa mort pour obliger l'entourage du général à réagir, soit ils ont eu connaissance de sa mort et ont voulu avertir la population de Cyrénaïque pour qu'elle se tienne prête aux futurs combats. Logiquement, les Russes et les Italiens ont relayé l'information, tandis que les puissances hésitantes à l'égard d'Haftar ont freiné sa diffusion (ONU, France, Allemagne...).



Mise au point du 19 avril 2018

D'après le site [Middle East Eyes](#), le général serait dans un "état végétatif et ne redeviendra jamais normal"...